



Préserver la paix, Réorienter les priorités Déclaration de Berlin

Publiée dans le cadre de la Conférence Annuelle de la CSPPS en 2022

17-18 mai, 2022

La Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding (CSPPS), un réseau mondial d'organisations de la société civile soutenant les efforts de consolidation de la paix dans des contextes fragiles et affectés par des conflits, s'est réunie pour sa conférence annuelle à Berlin, en Allemagne, les 17 et 18 mai 2022.

Nous sommes témoins de développements géopolitiques de grande ampleur qui menacent sérieusement le multilatéralisme et le droit international, non seulement en Ukraine, mais aussi dans le monde entier. L'invasion illégale de l'Ukraine est à l'origine de destructions massives, de décès et de déplacements de civils. Malheureusement, elle a également détourné l'attention de la communauté internationale d'autres problèmes critiques et de la souffrance humaine, tandis que son impact aggrave la pénurie alimentaire et la protection de la sécurité humaine dans d'autres contextes. Il s'agit notamment de la reprise de l'Afghanistan par les Talibans, des récents coups d'État militaires en Afrique de l'Ouest, ainsi que des conflits et des crises humanitaires qui en résultent dans des pays comme l'Éthiopie, la Birmanie et le Yémen.

La guerre en Ukraine montre que les conflits et les flambées de violence se produisent dans toutes les régions du monde, mais qu'il y a un décalage apparent dans la façon dont les questions de paix et de violence sont perçues et reçoivent l'attention de la communauté mondiale. La guerre en Europe n'est pas différente de la guerre ailleurs dans le monde.

Conscients des impacts persistants de la pandémie de COVID-19, y compris son impact sur la paix et la sécurité, de l'impact cumulé du changement climatique, des conflits et des risques permanents de désinformation et de cybersécurité, nous sommes également témoins de la tendance mondiale croissante des attaques contre la société civile, y compris la délégitimation, les violations des droits de l'homme et l'emprisonnement, qui réduit considérablement leur capacité à fonctionner.

Rappelant les engagements du Dialogue international sur la consolidation de la paix et la construction de l'État dans la Vision de paix 2019-2021 de l'IDPS, nous affirmons l'engagement de l'Agenda 2030 en faveur de sociétés pacifiques, justes et inclusives (englobées dans l'ODD16), et nous réaffirmons notre engagement envers les Principes d'Istanbul sur l'efficacité du développement des OSC.

Soulignant l'importance d'une action accélérée à l'appui de l'Agenda 2030 et reconnaissant la valeur du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS) dans ce contexte, nous confirmons à nouveau l'importance de la collaboration tripartite entre les gouvernements du g7+, les donateurs de l'INCAF et la société civile (CSPPS) dans la promotion et le maintien de la paix.

Avec ces considérations en tête, la Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding souligne l'importance pour toutes les parties prenantes concernées de s'engager à suivre les recommandations essentielles suivantes :

1 - Répondre aux conflits violents et investir dans la paix

Les développements géopolitiques actuels font peser de graves menaces sur le multilatéralisme, le droit international et la sécurité mondiale, notamment les menaces nucléaires, les sanctions économiques, la cybersécurité et l'insécurité alimentaire croissante. Nous assistons à une augmentation des investissements dans les infrastructures militaires ainsi qu'à la production et à la prolifération des armes de guerre. Nous soulignons la nécessité d'appliquer une réponse cohérente aux conflits et à la violence, quelle que soit la région du monde où ils se déroulent. Nous appelons donc les gouvernements et les organisations internationales à ne pas détourner l'aide au développement et les ressources vitales nécessaires pour préserver et améliorer la qualité de vie des populations. En outre, nous appelons à un plus grand engagement en faveur du financement local et de l'octroi de ressources pour la prévention des conflits et le dialogue, qui sont essentiels à la construction d'une paix durable.

2 - Soutenir les initiatives locales de la société civile en matière de prévention des conflits et de consolidation de la paix

Dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes et de changements de priorités, nous appelons les gouvernements et la communauté internationale à investir de manière continue et significative dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix. La consolidation de la paix nécessite des investissements à long terme, une attention particulière devant être accordée au soutien des artisans de la paix locaux (en particulier les femmes, les jeunes, les minorités et les personnes handicapées) et à la mise en place d'approches locales et inclusives. Nous sommes profondément préoccupés par les premiers signes d'insécurité alimentaire et énergétique, conséquence de la crise ukrainienne, qui a déjà un impact sur les États fragiles et contribuera à une recrudescence des conflits et des déplacements ultérieurs dans le monde.

3 - Mettre en oeuvre une réponse intégrée et sensible aux conflits dans le cadre de la COVID-19

La pandémie mondiale est plus qu'une crise sanitaire : elle a exacerbé les niveaux existants de conflit et de fragilité dans le monde, surtout dans les pays déjà touchés par l'insécurité et l'instabilité. Nos membres ont pu constater que la pandémie a renforcé les facteurs de conflit préexistants, élargi les niveaux d'inégalité et d'iniquité (par exemple dans l'accès aux vaccinations), et contribué de manière significative à l'augmentation des conflits, de l'insécurité et de la pauvreté. Nous réitérons notre appel en faveur d'une réponse globale, robuste, sensible aux conflits, intégrée et plus égalitaire à l'épidémie COVID-19, qui s'attaque aux multiples facteurs de conflit et renforce les niveaux de cohésion sociale essentiels à la mise en œuvre réussie des programmes de santé ainsi qu'à la prévention et à la réduction des conflits.

4 - Traiter le lien entre le changement climatique et les conflits

Le changement climatique, les conflits violents et la fragilité sont des crises aggravées, et ces facteurs combinés contribuent de plus en plus à la fragilité et aux conflits mondiaux. Les effets immédiats du changement climatique dans les contextes fragiles et affectés par des conflits aggravent et affaiblissent les capacités des pays à faire face aux manifestations de fragilité et de violence. Le changement climatique dans les contextes fragiles et touchés par des conflits mine la capacité des pays à s'adapter, à atténuer et à faire face aux risques et dangers climatiques. Une réponse plus robuste, intégrée et intersectionnelle est essentielle pour faire face aux crises combinées du changement climatique, des conflits et de la fragilité.

5 - Sauvegarde et élargissement de l'espace civique

Dans un contexte de pandémie mondiale, de bouleversements politiques généralisés et d'augmentation des cas de violence et de conflit, nous assistons à une diminution de l'espace civique et à un manque de respect des droits humains et des libertés fondamentales. Nous appelons à une action urgente pour endiguer le rétrécissement de l'espace civique dans toutes les sociétés, mais surtout dans les États fragiles et touchés par des conflits, et nous demandons à la communauté internationale de promouvoir activement, de protéger et, si possible, de garantir un environnement favorable aux défenseurs des droits humains et aux libertés fondamentales pour tous.

6 - Renforcer la démocratie

Nous assistons à un recul de la démocratie et à une expansion de l'autoritarisme dans le monde. Le recul de la liberté dans le monde est antérieur à la pandémie, 2021 étant la 16^e année consécutive de recul de la démocratie. Cependant, la pandémie a aggravé le recul de la démocratie et a permis aux autocrates de consolider leur pouvoir. Nous appelons les gouvernements à lever les restrictions aux libertés fondamentales d'association, de réunion pacifique et d'expression et à soutenir les programmes de gouvernance démocratique, notamment en luttant contre la désinformation et la malinformation rampantes.

7 - Favoriser le développement durable

Les ODD sont en péril. Les progrès vers la réalisation des ambitions énoncées dans l'Agenda 2030 pour le développement durable ont été lents, inégaux, et sont en recul dans de nombreux contextes. L'accent doit être mis sur l'ODD16+, car il s'agit d'un élément central pour permettre et catalyser les progrès sur l'ensemble de l'Agenda. Nous appelons toutes les parties prenantes à accélérer l'action pour sauvegarder les engagements en faveur de sociétés plus pacifiques, justes et inclusives. En tant que Plateforme, nous approuvons la **Déclaration de la société civile de Rome 2022** [\[lien\]](#) et appelons les autres parties prenantes à se joindre à nous.

8 - Adhérer à Notre programme commun

Nous saluons le nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général des Nations Unies (lancé dans le cadre de Notre programme commun) et soutenons cet appel à investir dans la cohésion sociale, à restaurer et à renouveler les contrats sociaux, et à soutenir l'inclusion continue et significative de la société civile. Nous nous félicitons de l'accent mis sur la promotion de la paix et la prévention des conflits, qui est absolument nécessaire. En outre, nous réitérons fermement la nécessité déclarée de placer les femmes et les filles à l'avant-plan et au centre de la politique de sécurité dans le monde entier.

Les membres de la CSPPS réunis à Berlin :

1. Soulignent l'importance cruciale des processus de dialogue politique inclusifs pour la localisation et la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et des efforts visant à prévenir les conflits à l'échelle mondiale et à construire une paix durable ;
2. Reconnaissent le rôle important de la société civile locale en tant que bâtisseurs de paix de première ligne et invite la communauté internationale à valoriser et à soutenir son travail critique et essentiel ;
3. Invitent les partenaires bilatéraux et multilatéraux à préserver et à œuvrer pour permettre et élargir l'espace civique ;
4. Demandent instamment au g7+ et aux donateurs de maintenir et d'approfondir l'intégration de la perspective de la jeunesse et du genre dans leur approche de la consolidation de la paix, du renforcement de l'État et de la prévention des crises, conformément aux résolutions 2250 et 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies et aux résolutions connexes ;

5. Demandent instamment aux donateurs de reconnaître que les approches à court terme et sécurisées se font au détriment de l'action à plus long terme et des mécanismes de financement nécessaires pour soutenir un changement profond, systémique et durable, conformément à l'Agenda 2030 ;
6. Soulignent à nouveau notre engagement en faveur de la prévention des conflits en tant que domaine clé de notre travail, y compris la nécessité d'institutionnaliser les mécanismes d'alerte précoce et de prévention et de réaction rapides.

La CSPPS est déterminée à agir collectivement dans la poursuite de sa mission et de ses stratégies fondamentales, qui sont :

1. Amplifier la voix et l'action de la société civile pour qu'elle puisse s'engager efficacement dans la consolidation de la paix et le renforcement de l'État, et les influencer, en tant que contribution essentielle à la prévention des conflits et des crises et à la construction d'une paix et d'un développement durables pour tous ;
2. Appliquer les valeurs de la consolidation de la paix pour façonner et imprégner le dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État, les Objectifs de Développement Durable et les processus humanitaires - en demandant instamment un soutien accéléré au rôle des artisans de la paix locaux ;
3. Renforcer, élargir et approfondir l'engagement de la société civile dans les discussions politiques sur la consolidation de la paix et la prévention des crises à tous les niveaux.

En particulier, nous nous engageons à :

1. Travailler en pleine coopération avec nos partenaires du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (gouvernements du G7+ et donateurs de l'INCAF) afin de poursuivre notre partenariat multipartite et d'utiliser le dialogue politique pour traiter les problèmes complexes et cumulatifs de la fragilité, des conflits et de la violence ;
2. Continuer à assumer notre responsabilité, en tant que société civile, de tenir les parties prenantes responsables de la réalisation des engagements pris dans le cadre du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État et de l'Agenda 2030 pour le développement durable ;
3. Aspirer à un rôle de leader direct pour la CSPPS dans le Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État, comme témoignage d'un véritable partenariat tripartite ;
4. Démontrer - par une communication efficace aux niveaux mondial et national - la contribution de la société civile à la prévention des conflits et au maintien de la paix ;
5. Rechercher un soutien adéquat pour poursuivre l'approfondissement et l'élargissement de l'engagement de la société civile dans la recherche de sociétés plus pacifiques, justes et inclusives à travers le monde.

Plus d'informations sur la **Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding (CSPPS)**:

[E-mail](#) | [Website](#) | [Facebook](#) | [Twitter](#) | [LinkedIn](#) | [Instagram](#)